

AVIATION CIVILE

Des Chinois dans le capital d'Aigle Azur

La compagnie aérienne Aigle Azur cédera des parts de son capital au géant chinois Hainan Airlines. Les négociations entre Gofast, maison mère d'Aigle Azur – une entreprise de droit français détenue par le magnat franco-algérien Arezki Idjeroudène –, et la quatrième compagnie aérienne chinoise, dans laquelle est présent au capital le milliardaire américain George Soros, ont ainsi atteint un stade final, croit savoir le journal français La Tribune.

Le projet aurait déjà reçu l'approbation du ministère français des Transports, et les deux transporteurs, ajoute la même source, pourront plutôt signer un accord d'ici la fin de l'année.

L'accord nécessite, néanmoins, le «feu vert du gouvernement chinois». La compagnie Hairan Airlines étant détenue par le Groupe HNA que contrôle la province Hainan. Un groupe qui possède également des actifs dans le transport maritime et l'hôtellerie. La Tribune note que cette opération capitalistique s'inscrit dans la stratégie du Groupe HNA de mener des acquisitions en

Europe et aux Etats-Unis. Ainsi, et même si «pour des raisons réglementaires, Hairan Airlines, comme tout investisseur non

communautaire, ne peut prendre plus de 49 % du capital d'une entreprise européenne, sa participation dans Aigle Azur serait conséquente». Et de préciser que «cette participation dépasserait les 40 %».

Or, cette ouverture du capital, commente La Tribune, profitera surtout à la petite compagnie Aigle Azur : «Une réorientation stratégique de taille vers le mar-

ché le plus dynamique de la planète qui ne peut que conforter la pérennité de cette compagnie disposant d'une douzaine d'appareils (800 salariés en 2010, spécialisée dans l'Afrique du Nord.»

C'est que cette opération inclut des synergies en termes d'achat et de réseau entre les deux compagnies. «A terme, des ouvertures de part et d'autre de lignes entre la France et la Chine

appuyées par des accords sur des vols en correspondances sur le réseau intérieur chinois d'Hainan et moyen courrier d'Aigle Azur.

Des synergies qui pourraient s'étendre à Hong Kong Airlines, détenue à 45% par Hainan Airlines, qui fait le forcing pour obtenir des droits de trafic afin de desservir la France», souligne-t-on.

L. H.

REPRISE DES TRAVAUX DU BARRAGE DE KEF EDDIR À TIPASA

Lancement prochain d'un appel d'offres national

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) - Le ministre des Ressources en eau, Abdelmalek Sellal, a déclaré jeudi à l'APN que les travaux du barrage de Kef Eddir, dans la wilaya de Tipasa, seront relancés.

Le projet, en souffrance depuis deux années, après l'abandon du chantier par l'entreprise italienne Pizzaroti-Todini, sera confié, a affirmé Sellal, à des entreprises nationales. Le ministre a fait part du lancement prochain d'un

avis d'appel d'offres national. «Le barrage connaît déjà un taux d'avancement de 80%. Nous allons lancer prochainement un appel d'offres national pour parachever ce projet d'ici deux ans», a-t-il souligné, précisant, au passage, que cette réalisation couvrira les besoins en eau potable des régions de l'ouest de Tipasa.

Une couverture qui s'étalera sur certaines régions de Aïn Defla et Chlef. Rappelons que la réalisation du barrage en question a été dotée

initialement d'une enveloppe financière de 7,5 milliards de dinars. Confié aux entreprises italiennes Pizzaroti-Todini, le projet s'est retrouvé à l'arrêt depuis mars 2010, date à laquelle ce groupement d'entreprises a décidé de l'abandonner, suite à un différend financier avec l'Agence nationale des barrages.

Le barrage Kef Eddir est d'une capacité de 120 millions de mètres cubes.

S. A. I.

AFFAIRE ORASCOM TÉLÉCOM ALGÉRIE

Accord de confidentialité, probablement avant fin décembre

Le ministre des Finances, Karim Djoudi, a souligné, jeudi, en marge de la plénière de l'APN, dédiée aux questions orales, que l'accord de confidentialité entre l'Algérie et le russe Vimpelcom sera signé «probablement avant la fin de l'année».

Difficile de voir clair dans l'épineux dossier d'Orascom Télécom Algérie (OTA). En l'intervalle de trois semaines, le ministre des Finances, Karim Djoudi, a affirmé une chose et son contraire. Il y a trois semaines, le ministre affirmait, toujours en marge d'une session plénière de l'Assemblée, qu'un accord avait été trouvé avec la partie adverse sur l'ouverture du data-room et que la finalisation du dossier allait s'accélérer. Une semaine après, Djoudi surprend, tou-

jours depuis les travées de l'APN, en soutenant que les négociations avec la partie adverse butaient sur la non-conclusion d'un accord de confidentialité. Avant-hier, le ministre évoquait un accord probable avant la fin de l'année. Djoudi, on le voit bien, se garde, cette fois-ci, de toute affirmation solennelle. «Probablement», dit-il. Ce qui revient à dire que rien n'est acquis. Le ministre des Finances a expliqué, par ailleurs, qu'une fois l'accord de confidentialité signé, la procédure d'acquisition d'OTA enchaînera avec la signature d'un protocole d'intention. Notons que l'ouverture du data-room permettra l'accès aux informations relatives à la gestion et au fonctionnement de Djezzy. L'accord de confidentialité, qui semble ralentir le processus de rachat de

Djezzy par l'Algérie, consiste en un engagement consiste en la non-divulgaration et la non-communication des données auxquelles les cabinets d'expertise accèderont après l'ouverture du data-room.

En l'espèce, c'est l'Algérie qui devra s'engager à garder confidentielles les données qu'OTA lui communiquera. Le ministre des Finances s'est, par ailleurs, gardé d'indiquer quelles sont les options d'achat de Djezzy envisagées par l'Algérie. «Je n'ai rien dit dans ce sens», a-t-il répliqué à une question de savoir si l'Algérie comptait acquérir 51% du capital de Djezzy. Rappelons que l'Algérie fait valoir, s'agissant de Djezzy, son droit de préemption instauré depuis 2009.

S. A. I.

UN NOUVEAU P-DG INSTALLÉ À LA TÊTE DE LA BNA

Djoudi trace une feuille de route pour les banques

La Banque nationale d'Algérie (BNA) est présidée depuis jeudi par un nouveau président-directeur général, Karim Eddine Khelili, jusque-là administrateur directeur général de cette banque publique.

Installé par le ministre des Finances, ce nouveau P-dg remplace, à la tête de la première banque commerciale nationale, Seghir Benbouzid, en poste depuis 2005 et nommé début 2011 en tant que directeur général de la Banque algérienne du commerce extérieur, basée à Zurich, en Suisse. Selon un communiqué du ministère des Finances, l'installation de l'ancien administrateur directeur général de la BNA s'est déroulée en présence des membres du conseil d'administration, des cadres de la banque et du ministre de tutelle.

A cette occasion, Karim Djoudi, qui a félicité le personnel et l'encadrement de la banque pour leur engagement, a appelé cette institution à «continuer d'œuvrer» dans la dynamique de la modernité. Il s'agit de concrétiser cette dynamique «autour d'axes stratégiques et prioritaires, dont notamment l'amélioration de la prestation servie à la clientèle, le rajeunissement de l'encadrement, la modernisation des

services et produits bancaires». Selon Karim Djoudi, cet «effort de modernité devra faire l'objet d'une feuille de route rigoureusement suivie tant par la banque que par les organes sociaux». En fait, c'est une véritable feuille de route que le ministre des Finances trace pour l'ensemble des banques publiques. Et d'autant que ce changement à la BNA augure probablement d'autres nominations à la tête des autres établissements publics (BADR, BEA, CNEP – Banque, CPA et BDL).

Maintes fois annoncé depuis des années, ce mouvement demeure incontournable dans la mesure où si les banques publiques ont certes consolidé leurs indicateurs de gestion, leur santé financière ne prêtant pas au doute comme dans le cas de la BNA et engrangeant d'importantes surliquidités inexploitées, comme elles ont élargi et développé de nouveaux produits de financement et d'investissements, elles n'ont

toutefois pas suffisamment satisfait aux desiderata de leur clientèle, notamment entrepreneuriale. Et ce, au-delà de l'importance des créances non performantes qu'elles enregistrent (24% du cumul des crédits) et des mesures d'assainissement des bilans dont elles ont bénéficié. Et dans le contexte où un dispositif de notation des banques sera opérationnel dès 2012 dans le cadre de l'amélioration de la surveillance financière mais aussi de la vulnérabilité des établissements de crédits, un domaine qui reste encore en retard malgré les mesures de contrôle et de renforcement des règles prudentielles initiées par la Banque d'Algérie. Comme il s'agira pour les établissements publics de changer de culture managériale, développer le marketing et les systèmes d'information, réduire l'opacité dans la gestion des transactions. Mais aussi d'améliorer la gestion de leurs ressources humaines, dans le contexte de concurrence des établissements privés, même si des mesures de revalorisation salariale notamment sont à l'œuvre.

Chérif Bennaceur

TIMBRES FISCAUX

Djoudi promet une meilleure disponibilité

Le ministre des Finances a informé jeudi que les timbres fiscaux, introuvables dans les centres postaux, seront disponibles à l'avenir. Karim Djoudi a expliqué que l'hôtel des monnaies a augmenté leur émission. Il a affirmé aussi que son département a été saisi en août dernier par l'hôtel des monnaies qui, à travers une correspondance, a fait part d'un manque de timbres fiscaux et qu'il s'engageait à en augmenter l'offre.

Concernant la vente de ces mêmes timbres fiscaux par les privés, Djoudi a précisé que c'est une activité qui suppose une autorisation préalable des autorités publiques. «Ces vendeurs bénéficient d'une marge de 6% des ventes de ces timbres», a-t-il indiqué.

S. A. I.

BOUABDALLAH

GHOULAMALLAH RÉVÈLE

Entre 12 et 15 églises clandestines en Algérie

La question de l'exercice du culte chrétien en Algérie, posée de façon lancinante ces temps derniers, notamment à travers les procès intentés pour prosélytisme, a été évoquée, jeudi, en marge de la plénière de l'APN, par le ministre des Affaires religieuses. Bouabdallah Ghoulamallah a révélé qu'entre 12 et 15 églises activent clandestinement en Algérie. Le ministre des Affaires religieuses a commis cette affirmation comme dans une réplique aux critiques répétées de l'archevêque d'Alger, Abdallah Ghaleb Bader, contre le décret sur l'exercice des cultes en Algérie. Ainsi, Ghoulamallah a soutenu qu'il n'y a pas manque de lieux de culte réservés aux chrétiens et qu'il revenait aux chrétiens de s'organiser «en association pour collecter des fonds et construire des églises». Plus clairement, donc, les chrétiens d'Algérie peuvent ériger des églises, pour peu qu'ils se dotent au préalable de statut d'association légale et qu'ils trouvent les financements nécessaires. Le ministre n'est pas allé jusqu'à spécifier le type de collecte à laquelle les chrétiens désireux de construire des églises peuvent s'adonner. Ceci dit, Ghoulamallah a souligné en outre que les chrétiens d'Algérie ne faisaient l'objet d'aucune restriction quant à l'exercice de leur culte. «Les chrétiens exercent librement leur culte dans un cadre réglementé», a-t-il affirmé, ajoutant que «tous les individus sont égaux devant la loi» et que «les sanctions étaient prévues par la loi contre toute atteinte aux cultes». Le ministre des Affaires religieuses a, sur un autre plan, fait part d'un nouveau procédé mis en place par l'Algérie afin de lutter contre l'extrémisme religieux. Il s'agit, a-t-il expliqué, d'un plan de diffusion de la tolérance religieuse, à travers l'organisation de manifestations internationales consacrées à la dénonciation de l'extrémisme. Sur sa lancée, le ministre a annoncé l'organisation prochaine et pour la première fois d'une session de l'académie de la pensée islamique.

S. A. I.